

Islamisation, délinquance, trafics : ce qui se passe vraiment dans les banlieues



La prière du vendredi rassemble tous les habitants de ce quartier de Seine-Saint-Denis. Y compris la jeune génération, qui pratique davantage que la précédente et cherche à vivre «plus près de Dieu». - Crédits photo : Véronique de Viguerie

France (<http://premium.lefigaro.fr/actualite-france>) | Par [Manon Quérouil-Bruneel](#) (#figp-author)

Mis à jour le 23/03/2018 à 08h13

EXCLUSIF - Pendant un an, Manon Quérouil-Bruneel, grand reporter, est allée à la rencontre des habitants d'une cité de Seine-Saint-Denis. Religion, drogue, prostitution, petits trafics et grand banditisme : son livre choc, *La Part du ghetto*, raconte le quotidien méconnu d'une France en marge de la République. Récit de son enquête et extraits exclusifs.

«Il suffit de passer le pont, c'est tout de suite l'aventure!» chantait Brassens. Ça marche aussi avec le périphérique. A moins d'une dizaine de kilomètres de la capitale se trouve un autre monde, à la fois proche et lointain. Avec ses codes, ses règles et ses valeurs. Pendant un an, j'ai tenté d'en comprendre le fonctionnement en m'immergeant dans une cité de Seine-Saint-Denis. Pour pousser des portes qui me seraient restées closes, je me suis appuyée sur l'un de ses habitants, Malek Dehoune, que je connais depuis une dizaine d'années. Ensemble, nous avons eu envie de raconter cette vie de l'autre côté du périph, loin des clichés. Grâce à sa solide réputation dans la cité, la méfiance qu'inspirent généralement les journalistes s'est progressivement estompée. Au fil des mois, j'ai obtenu les confidences de dealers, de mères de famille, de prostituées, de retraités, de grands voyous, de commerçants, de musulmans laïcs et de salafistes. Je les ai écoutés en m'appliquant à ne jamais les juger.

Ces tranches de vie racontent un quotidien très éloigné de celui que peignait *La Haine* - film culte sur le malaise des banlieues françaises et de cette deuxième génération d'immigrés, née en France dans les années 1970, qui a grandi la rage au ventre en ne se trouvant nulle part à sa place. En plongeant dans la cité, je pensais naïvement côtoyer leurs dignes héritiers. Mais vingt ans après, les choses ont bien changé. Les jeunes ne brûlent plus de voitures, ils font du fric sans esclandre, conscients que les émeutes nuisent au business. Pragmatiques, avant tout. «On est des bourgeois, pas des révolutionnaires, comme le résume l'un d'entre eux, surnommé «Chocolat», en référence au shit qu'il vend. On sait qu'on fait pas longtemps dans ce métier. On mène une vie normale, comme un type qui travaille dans un bureau, quoi.»



Le trafic de cannabis reste un grand classique en cité. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

En l'occurrence, plutôt comme un patron d'une petite PME. A 22 ans, «Chocolat» est le gérant de ce qu'on appelle un «terrain», c'est-à-dire un territoire de deal, qui se vend et s'achète comme un bien immobilier: entre 100.000 et 2 millions d'euros - selon la taille et la localisation. Mais ce n'est pas qu'une question d'argent: un terrain se mérite et se gagne aussi à la réputation. Quand les «anciens» décident qu'ils n'ont plus l'âge de dealer au pied des tours, ils choisissent avec soin ceux à qui ils passent la main. «Choco» a été désigné à 19 ans. Son terrain se trouve à côté de celui de football, dans le parc pelé au cœur de la cité. Avant midi, il est généralement désert. Les «petits», comme les surnomment les «anciens», vivent la nuit et se lèvent tard. Sur son terrain, «Chocolat» écoule en moyenne 350 grammes de cannabis par jour. Un emplacement «moyen», comparé à d'autres, comme celui de Bagnolet, qui débite un kilo par jour. Mais il lui permet de gagner «un smic tous les deux jours», et de s'offrir les services d'un vendeur et de deux «choufs» - des guetteurs chargés de donner l'alerte en cas de descente policière. «Chocolat» se contente de passer quelques heures, pour vérifier que tout va bien et verser les salaires de ses employés, payés 50 euros par jour. Le reste du temps, il s'occupe de l'approvisionnement, la clé d'un business prospère.

«Nous, on vend pas la mort. Le shit, c'est naturel. Ça sort de la terre, comme un légume. »

«Chocolat», dealer de shit

Le shit, c'est comme le cours de l'or: le prix au kilo peut varier de plus ou moins 1000 euros sur un an. Comme un trader, un bon trafiquant doit anticiper les variations, avoir du stock en réserve et être placé au plus proche de la source, pour avoir le meilleur tarif possible et dégager un maximum de bénéfices. La pièce d'un kilo de cannabis «se touche» autour de 1200 euros au Maroc ; elle passe à 2300 euros en Espagne et peut être revendue jusqu'à 3500 euros en France. Entre chaque pays, il y a des intermédiaires, des «apporteurs d'affaires», qui se rémunèrent au pourcentage en fonction du volume de la transaction. J'ai découvert avec surprise que, dans ce monde de truands, la marchandise s'achète presque toujours à crédit. Une chaîne de crédits, même, qui court du Maroc jusqu'au 93 et qui débouche sur des règlements de comptes sanglants, quand la drogue est saisie et que l'acheteur se retrouve dans l'incapacité de rembourser. Ou qu'il décide finalement de ne pas payer et de disparaître dans la nature... Pour se prémunir de ce genre de déconvenues, de plus en plus fréquentes selon mes interlocuteurs dans la cité, les fournisseurs exigent de leurs clients d'être recommandés par des amis communs ou de fournir l'adresse de leurs parents afin d'avoir un moyen de pression. C'est également pour cette raison qu'ils préfèrent vendre au propriétaire d'un terrain: comme dans un commerce, il y a toujours du cash en circulation.

Dans la cité où j'ai mené mon immersion, il n'y a pas de terrain de cocaïne ou d'héroïne. «Pas notre culture, explique «Chocolat». Nous, on vend pas la mort. Le shit, c'est naturel. Ça sort de la terre, comme un légume.» Ceux qui se lancent dans la blanche le font loin du quartier, à bord d'une «coke-mobile» qui livre les clients à domicile. Il arrive que le véhicule en question fasse également VTC.



La cité est un monde d'hommes. Les aînés font respecter leur loi et veillent sur la tranquillité des habitants comme une police de proximité parallèle. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

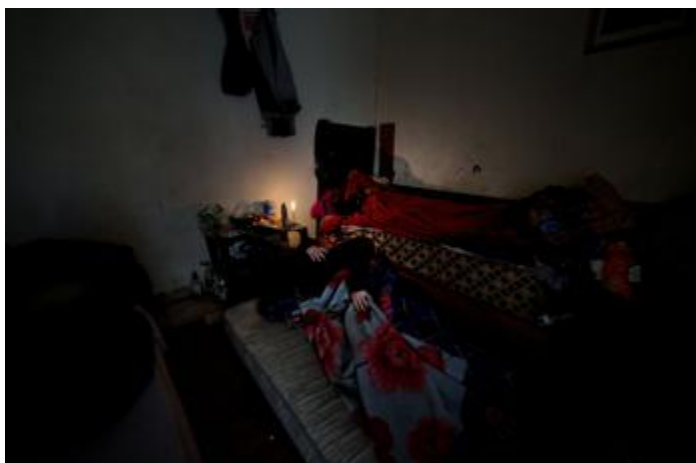
La double casquette chauffeur Uber/dealer de coke fonctionne bien, les courses offrant une bonne couverture aux livraisons. Il y a quelques années, un jeune a tenté d'enfreindre cette loi tacite, qui proscriit la vente de drogue dure dans l'enceinte de la cité. Il a ouvert un terrain de crack au pied des tours. Le parc s'est retrouvé envahi de zombies, qui se shootaient au milieu des enfants. Les policiers ont multiplié les descentes, mais ce sont finalement les «anciens» qui l'ont délogé. Ce sont eux qui se chargent de maintenir l'ordre et de veiller à la tranquillité des habitants, comme une police de quartier parallèle.

C'est parce qu'ils se sentent investis de cette même mission de protection que les jeunes livrent aujourd'hui une guerre sans merci à ceux qu'ils appellent les «Lampédouz» - les clandestins maghrébins arrivés en masse ces dernières années dans la foulée des printemps arabes. Alors que les guerres entre bandes rivales sont devenues plus rares, se réglant le plus souvent par les réseaux sociaux, la nouvelle violence qui agite régulièrement la cité est celle qui oppose ces jeunes issus de l'immigration aux nouveaux arrivants: souvent des hommes seuls, qui dorment dans des squats à l'ombre des barres HLM ou s'entassent dans des appartements insalubres loués par des marchands de sommeil. Ils vivent en travaillant au black sur des chantiers, en vendant des cigarettes à la sauvette, en arrachant des sacs et des portables, aussi. Les vols commis dans la cité déclenchent systématiquement des représailles, à coups de batte de baseball et de barre de fer. Les jeunes débarquent alors en bande et tabassent tous les migrants qui se trouvent sur leur passage. Les comportements «inappropriés» sont également sévèrement sanctionnés. Un jour, un «Lampédouz» aviné s'est déshabillé dans la rue. Il s'est retrouvé à l'hôpital, le crâne fracassé par la bouteille qu'il venait d'écluser...

Cette violence à l'encontre de nouveaux immigrés ne choque pas les habitants «historiques» du quartier. Ils considèrent que cette vague de clandestins a accéléré leur descente dans les abîmes de la ghettoïsation. Malek le résume ainsi: «On est déjà tous en galère, on peut pas accueillir toute la misère du monde.»

«On est déjà tous en galère, on peut pas accueillir toute la misère du monde.»

Malek, habitant du quartier



Ceux que les habitants de la cité appellent les «Lampédouz» les clandestins maghrébins arrivés en masse dans la foulée des printemps arabes survivent dans des squats insalubres au pied des tours. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

Dans la cité, tout le monde est unanime: le quartier a beaucoup changé ces dernières années. En mal. Il ne brûle plus, mais il se consume à petit feu. Les voyants sont au rouge, mais le reste du pays s'obstine à regarder ailleurs - d'autant plus facilement que les scènes de guérilla urbaine sont devenues plus rares au JT. Un sentiment d'abandon prédomine, particulièrement au sein de la première génération arrivée dans les années 1970. Omar, le père de Malek débarqué d'Algérie pour travailler comme couvreur à l'âge de 19 ans, se souvient avec nostalgie de la mixité d'antan, «des boulangeries traditionnelles, des boucheries chevalines, des filles en minijupe dans les rues». Il m'explique que, à l'époque, personne ne se souciait de manger halal ou de porter le voile. «On était là pour bosser dur. Moi, mon identité, c'était pas Français ou Algérien, c'était ouvrier.» Omar voulait s'intégrer avant tout. Il a toujours refusé de parler arabe ou kabyle à ses fils, mangeait des rillettes au petit déjeuner, a fait la guerre à sa femme qui s'accrochait à sa djellaba quand il l'emmenait à la plage. «Je lui ai dit: soit tu mets un maillot comme tout le monde, soit tu te casses. La religion, c'est privé, ça s'affiche pas.»

Et puis, il y a eu un tournant dans les années 1990. Le mythe du bon immigré a fait long feu. La religion est progressivement devenue un étendard, une cuirasse identitaire qui a fait voler en éclats le «vivre-ensemble» auquel beaucoup sont pourtant attachés. Dans le salon de coiffure où je me suis souvent rendue pour prendre la température du quartier, les conversations tournent beaucoup autour de ce repli communautaire. «La dernière fois, raconte l'un des clients, j'ai livré un barbu. Le type, il enferme sa femme à clé. Mais rentre au bled, frère! On est où, là? Sarko, il avait raison: si t'es pas content, casse-toi. Le quartier est perdu, ce n'est plus la France, ici. Forcément que les Blancs, ils sont partis.

Qui veut vivre avec des burqas, des gosses qui dealent en bas de l'immeuble et des clandos qui volent des sacs? Les bobos peuvent bien hurler, c'est pas eux qui vivent dans ce merdier!»



Le communautarisme s'est renforcé depuis les années 1990. Dans le quartier, beaucoup regrettent cependant le repli sur soi et dénoncent un abandon des services publics. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

Les burqas et les kamis, qui n'existaient pas il y a une vingtaine d'années, ont essaimé dans la cité. Manger «halal» est devenu une préoccupation pour la nouvelle génération, qui revendique de vivre «plus près de Dieu que ses aînés». Plutôt qu'un mariage à la mairie, les jeunes préfèrent désormais sceller leur union devant l'imam, selon la tradition musulmane.

Autre manifestation de la religion devenue une ressource culturelle: le succès de la médecine prophétique, qui consiste à soigner les maux qui résistent à la médecine traditionnelle par des méthodes inspirées du temps du Prophète, comme la «hijama» (un traitement à base de saignées) ou la «roqya» (une séance de désenvoûtement par le Coran). La «omra», le «petit pèlerinage» à La Mecque effectué hors saison, rencontre également un franc succès dans les quartiers, notamment parmi les jeunes. D'abord pour d'évidentes raisons financières, puisque le voyage, organisé par des tour-opérateurs, est accessible à partir de 900 euros, contre 4000 minimum en période officielle de hadj. Mais cet engouement pour la omra est également révélateur d'une certaine mentalité, de cette génération du «tout, tout de suite». «Avant, explique Abdel, on attendait des années pour pouvoir se payer le hadj. C'est un pilier de l'islam qui se

mérite. Après, tu es censé avoir un comportement exemplaire à vie. Ne plus dealer, ne plus tiser (boire de l'alcool, Ndlr). La omra, c'est moins engageant. Souvent, elle est même financée avec l'argent de la drogue. L'hypocrisie va jusque-là.»

Dans une même tour, des prostituées et des salafistes



On joue beaucoup en cité. La pauvreté pousse à tenter sa chance. Ici, une partie de poker clandestine organisée dans un appartement vide. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

Je l'ai souvent constaté au cours de mon immersion: la vie en cité pousse ses habitants à une certaine forme de schizophrénie. Il y a d'un côté le poids du regard des autres, l'injonction tacite à se conformer aux attentes de la communauté. Et de l'autre, l'envie de vivre sa vie comme on l'entend. Un assemblage compliqué, qui donne parfois naissance à de surprenants phénomènes de société. Comme le boom de la prostitution parmi les jeunes filles de banlieue, dans un environnement où on les enjoint pourtant plus qu'ailleurs à la «décence». Des «wannabe Zahia», la Pretty Woman des cités, qui voient dans l'escorting un moyen rapide de s'affranchir du ghetto, de s'offrir un joli sac ou de partir en vacances. Karima, l'une des jeunes femmes que j'ai rencontrées, dans le secteur depuis quelques années déjà, le résume ainsi: «Tout commence quand tu découvres que tu peux monnayer un rapport.»

De leur côté, les garçons ont vite flairé le bon filon, proposant leurs services contre la moitié des gains. Il s'agit souvent d'anciens dealers reconvertis dans le proxénétisme - moins risqué et parfois plus lucratif que le stup -, qui se chargent de mettre en ligne une annonce sur des sites spécialisés, louent un appartement pour recevoir les clients et assurent la sécurité des filles. L'un d'entre eux, Ryan, m'a confié gagner jusqu'à «1500 euros les bons jours», en faisant travailler trois filles qui enchaînent une dizaine de clients chacune...

Au cours de mon reportage au long cours, j'ai rencontré dans une même tour d'immeuble des prostituées et des convertis au salafisme ; des jeunes femmes qui gagnent plus d'argent que leur père, mais doivent faire un halal pour avoir le droit de quitter le domicile familial ; des jeunes qui partent s'encanailler à Pattaya et font des selfies à La Mecque le mois suivant. La cité est un monde d'équilibristes, où se cache derrière chaque paradoxe apparent une ambition cohérente: parvenir, coûte que coûte, à arracher sa part du ghetto.



Une cité de Seine-Saint-Denis. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

EXTRAITS

«L'arnaque des open»



MANON QUÉROUIL
MALEK DEHOUNE
**LA PART
DU GHETTO**



- Crédits photo : _CYR

Il y a quelques années, l'aristocratie de la voyouterie, c'était le braquage. Sauf qu'il y a de moins en moins de liquide dans les banques. L'avenir, c'est le virtuel. Avec le darknet (le cryptage sur internet où l'anonymat est garanti, ndlr), le piratage de carte Bleue est devenu un jeu d'enfant, tout comme l'usurpation d'identité ou la création de faux comptes bancaires. Elias s'est livré à une étude de marché attentive de la délinquance financière: «Si je t'explique tout, t'as mal à la tête», plaisante-t-il un soir, alors que nous sommes installés à notre table habituelle du café. Il vient de sortir de cours, sa sacoche sous le bras: «En fait, j'exploite les failles du système. Et il y en a plein.»

Sa spécialité, ce sont les «open», les ouvertures de comptes avec des cartes d'identité volées, puis «flashées»: «Pour 1000 euros, y a des types qui te mettent la gueule de qui tu veux dessus. Moi, je choisis un petit qui présente bien, qui a un casier vierge et qui va travailler la conseillère à la banque avec un beau dossier tout bidon. En dix jours, t'as un compte. Et la beauté du truc, c'est que, avec une même identité, tu peux ouvrir dix comptes dans dix banques différentes. Ensuite, il n'y a plus qu'à enfoncer (endosser, ndlr) des chèques. Soit j'achète tout un carnet sous le manteau, soit j'en fais laver un.» Laver, c'est-à-dire effacer le nom du bénéficiaire d'origine pour le remplacer.

Un travail d'orfèvre, le boulot des «Zairois», comme les appelle Madoff - «De vrais magiciens! Si je savais comment ils font, je serais millionnaire!» Elias commence par enfoncer un «petit chèque, genre 1500 euros. Dès qu'il passe, j'en enfonce un max, tous les deux jours, jusqu'à ce que ça bloque.» Bon, le système a ses limites, me dit-il. Il y a de la déperdition, des comptes qui ne sortent pas, des chèques qui ne passent pas. «C'est parfois beaucoup de boulot pour rien.» Le mieux, c'est encore d'enfoncer des chèques lavés d'un gros montant sur un compte existant. Le propriétaire (du compte, ndlr) prend 30 % de la somme, par conséquent, m'assure Elias, il se moque d'être convoqué par sa banque pour rembourser la somme encaissée. «Le gars se barre au bled pendant cinq ans, le temps que dure l'interdiction à la Banque de France. Puis il revient, ouvre un nouveau compte, et recommence. C'est ballot, hein?»

Faire profil bas

Alice a une trentaine d'années, deux enfants en bas âge, et crée des bijoux fantaisie qu'elle vend en ligne. Avant, avec son compagnon, ils vivaient dans le XI^e arrondissement. En 2011, ils décident d'acheter. Avec leurs petits salaires d'autoentrepreneurs, ils se tournent logiquement vers la proche banlieue et font l'acquisition d'un 90 mètres carrés à 375.000 euros, dans ce quartier qu'on annonce comme un futur Brooklyn dès qu'une fromagerie, preuve irréfutable de gentrification, ouvre miraculeusement de l'autre côté du pont...

«Le jour de l'emménagement, me raconte Alice, on est allés à la boulangerie en bas de chez nous. J'ai demandé un jambon-beurre, le mec m'a regardée comme si j'étais une extraterrestre.» [...] Elle a, aussi, dû se plier à l'injonction tacite d'un vestiaire «spécial 93». «Dès que je mettais une jupe, je me faisais emmerder. On me demandait: “C'est combien?”, “Tu me fais un petit truc?” J'ai rangé jupe, rouge à lèvres, et décolleté. Oui, ça fait chier de se conformer à un ordre moral. Mais c'est le prix de la tranquillité.» [...]

Cette année, le ramadan s'est bien passé. «Les premières fois, on ne dormait pas. Les gens étaient dehors toute la nuit, ils jouaient aux cartes dans la rue, se bastonnaient, faisaient des roues arrière sur des quads... On passait notre temps à appeler les flics» - qui ne venaient pas. «De façon générale, remarque Alice, la présence policière ici, c'est service minimum. On se demande même si ce n'est pas fait exprès. Ils laissent le trafic proliférer, comme ça le réseau est identifié et contenu, et ne s'étend pas de l'autre côté du pont [où le quartier est en cours de réfection]. La municipalité a mis un spot devant l'école, il a tenu quinze jours. La plupart des rues du quartier sont plongées dans le noir. Dès que la nuit tombe, les mecs peuvent faire leur petit business tranquille.»

A un moment, avec son mari, ils ont failli plier bagage. Abdiquer. «Je ne peux pas me mettre seule à une terrasse de café. Il y a peu de parcs, peu de commerces. A la sortie du métro, il faut se cramponner à son sac à cause des vols à l'arraché.» [...] En attendant,

Alice s'est fait une raison. Au fil des ans, elle a arrêté d'écrire au maire pour faire remplacer les éclairages publics, ou demander l'installation de brumisateurs pour que les gosses arrêtent de s'arroser avec les extincteurs en été. Elle fait un détour pour éviter les coins où ça trafique - les «no-go zones» - et ne se balade jamais dans le quartier. Elle va d'un point A à un point B, se fait la plus discrète possible. «La règle est simple, me dit-elle: c'est nous, les étrangers ici.» L'entraide et la solidarité, ce sentiment d'appartenir à une grande famille que décrivent les habitants historiques de la cité, semblent hors de sa portée.



Norane revendique son appartenance à une double culture. Elle prie, porte des talons hauts, et s'est mariée religieusement pour faire plaisir à ses parents. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

Islamisation

Quelque chose a ripé au sein de cette génération bercée dans le giron français, qu'on espérait laïque, comme un dédommagement ou une reconnaissance envers la République qui avait accueilli leurs parents, mais qui s'est révélée plus pratiquante que la précédente.

Selon Abdel, les premières secousses remontent au milieu des années 1990, avec ce qu'on appelle dans les banlieues, non sans humour, la BAC - «la Brigade anti-sheitan» (diable, ndlr). Des tablighis, des prédicateurs fondamentalistes, ont commencé à tourner dans le quartier pour porter la bonne parole auprès des jeunes: «Ils venaient nous faire

chier pendant qu'on jouait au foot aux heures de la prière pour nous envoyer à la mosquée, me raconte Abdel. Ensuite, la BAC a été remplacée par les salafistes et les Frères muz'. Rien de nouveau: juste, aujourd'hui, ils ont un public.»

Selon lui, le jilbab (voile long qui couvre l'intégralité du corps mais pas le visage), la barbe longue, le kamis, ce n'est pas de la conviction, mais de l'ostentation. Un bras d'honneur à la société française. A la fois un étendard et une cuirasse identitaire. «Aujourd'hui, les jeunes ne savent même pas écrire leur prénom en arabe, ils ne connaissent aucun verset du Coran, mais se disent musulmans plutôt que Français. Ils vont à la mosquée à la salat de 14 heures pour se montrer, mais tu peux y aller: à celle de 5 heures du matin, y a personne. Ils font des mariages halal pour niquer dans la religion mais dealent leur saloperie sans se poser de questions. C'est des petits cons qui n'ont jamais écouté Brassens, qui ne connaissent que Booba et Scarface. Ils veulent aller à La Mecque parce que ça fait bien, et que ça rachète une virginité au passage. Hop, un petit selfie devant la pierre sacrée, et retour à leur vie d'embrouilles.»

Prostitution de banlieue



Depuis deux ans, la prostitution explose en banlieue. Karima loue ses services sur des sites spécialisés et gagne jusqu'à 8 000 € les bons mois. - Crédits photo : Veronique de Viguerie

Avec le temps, Karima s'est forgé la conviction selon laquelle il n'y aurait au pied des barres que deux chemins de vie possibles: se marier ou se prostituer. Elle a commencé par la première option. Il fallait se «faire valider», comme elle dit. Marcher dans les rangs, faire ce que sa famille et sa «culture» lui commandaient. A 18 ans, elle se marie donc avec son premier amour. Mais l'homme se révèle violent. La validation est une seconde prison. «Dans notre communauté, refuser de se faire sucer par une meuf, c'est une preuve de respect. Lui parler comme à une merde, par contre, ça pose pas de problème. C'est le grand n'importe quoi. Le mien, il voulait que je me teigne en blonde et que je foute le voile dessus. C'est ça, le paradoxe des mecs de banlieue. Ils sont «matrixés». Ils veulent à la fois une chienne et une fille bien.» Je lui dis que, en y

réfléchissant, c'est une variante orientale de la maman et de la putain: un fantasme masculin universel, qui dépasse largement le périphérique. Elle m'objecte que si, dans la culture occidentale, c'est idéalement la même femme qui est censée endosser ce double rôle en alternance, pour les Arabes, il faut en réalité au moins deux femmes. Une pour chaque fonction: une fille «respectable», avec laquelle ils entretiennent une relation sérieuse et qu'ils finissent en général par épouser, et une ou plusieurs filles «inavouables», denrées à la fois périssables et interchangeable, dont ils montrent les photos dénudées aux copains en gloussant.

Karima a divorcé deux ans après s'être mariée, sans parvenir à rompre complètement le lien. Habitée, finalement, à ce type de relation qu'elle a intégré comme la norme. «Matrixée», elle aussi. De ces réconciliations épisodiques est né il y a quatre ans un fils, qu'elle élève seule, comme elle peut, aménageant ses rendez-vous clients en fonction des horaires d'école et des vacances scolaires. Le gosse est un garde-fou, qui la préserve de l'abattage et l'oblige à travailler avec méthode. Karima a mis son annonce sur deux sites - Wannonce et Allo-escorte - et paie 400 euros tous les mois pour qu'elle reste bien référencée. Elle reçoit plus de 150 appels par jour sur ses trois téléphones - un pour chaque site, plus un perso. «La Maghrébine avec des formes, c'est à la mode, y a une mouvance depuis Zahia.»

Ça marche tellement bien qu'elle monnaie ses prestations dans toute la France. «En été, je fais des tournées sur la Côte d'Azur. Je modifie ma localisation sur mon profil, je me pose trois jours à l'hôtel, et ça défile. Mais j'ai des limites. Faut que ça reste humain. Trois clients maxi par jour, à 300 euros de l'heure. Ça écrème. Plus t'es chère, plus t'as des clients classe.» Ses préférés, ce sont les «baptous», des «petits Blancs» traders, dans l'immobilier ou dans le cinéma. Depuis qu'elle a commencé, Karima gagne environ 4000 euros par mois «en étant feignante», 8000 quand elle s'«arrache». Plus la CAF.

La Part du ghetto, de Manon Quérrouil-Bruneel et Malek Dehoune, Fayard, 218 p., 17 €.



Manon Quérrouil-Bruneel
